African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Numéro 25, Août 2024

Travel Rules: Outil clé contre le blanchiment d'argent dans les cryptomonnaies

Travel Rules: A key tool against money laundering in cryptocurrencies.

Auteur 1 : BOUNNITE Mohamed Yasser
Auteur 2 : MBENIYABA MAKAMBI Ange Farrel

BOUNNITE Mohamed Yasser, (https://orcid.org/0009-0002-6221-9270)
Director of the CERMACH Research Center.
SUP'RH School of Management & Artificial Intelligence
Casablanca, Morocco.

MBENIYABA MAKAMBI Ange Farrel,
Researcher at the CERMACH Research Center.
SUP'RH School of Management & Artificial Intelligence
Casablanca, Morocco.

Déclaration de divulgation : **L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.**

Conflit d'intérêts : **L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.**

Pour citer cet article : **BOUNNITE M.Y. & MBENIYABA MAKAMBI A.F (2024) « Travel Rules: Outil clé contre le blanchiment d'argent dans les cryptomonnaies », African Scientific Journal « Volume 03, Numéro 25 » pp: 1169– 1189.**

Date de soumission : Juillet 2024

Date de publication : Août 202

DOI : 10.5281/zenodo.13752279
Copyright © 2024 – ASJ

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Numéro 25, Août 2024

Résumé

L'essor fulgurant des technologies numériques au cours des deux dernières décennies a radicalement modifié le paysage économique mondial, favorisant l'émergence de nouveaux instruments financiers et d'écosystèmes numérisés. Parmi ces innovations, les cryptomonnaies se sont imposées comme l'une des plus importantes avancées, permettant des transactions financières sans intermédiaires via des réseaux de blockchain décentralisés. Toutefois, le caractère pseudo-anonyme et décentralisé des cryptomonnaies a soulevé de sérieuses préoccupations concernant leur utilisation potentielle dans des activités illicites telles que le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et d'autres crimes financiers. En réponse à ces menaces, le Groupe d'Action Financière (GAFI) a instauré en 2019 les "*Travel Rules*", un cadre réglementaire exigeant des prestataires de services sur actifs virtuels (VASPs) de collecter et de partager des informations spécifiques sur l'expéditeur et le destinataire de transactions en cryptomonnaies dépassant un certain seuil. Cet article repose sur une méthodologie mixte combinant des analyses quantitatives et qualitatives à partir d'un échantillon de 20 professionnels du secteur financier. L'étude évalue la perception et la connaissance des *Travel Rules* à travers des questionnaires et des entretiens semi-structurés. L'échantillon inclut des experts en cryptomonnaies, des régulateurs financiers, et des développeurs de technologies, afin d'obtenir une vue diversifiée des problématiques liées aux *Travel Rules*. Les résultats montrent que, bien que les *Travel Rules* soient perçues comme un outil efficace pour réduire les activités illicites, leur mise en œuvre reste confrontée à des défis techniques et réglementaires majeurs. L'article propose des recommandations pratiques pour surmonter ces obstacles et améliorer l'adoption globale des *Travel Rules* tout en respectant les principes de décentralisation des cryptomonnaies.

Mots clés : Travel Rules, cryptomonnaies, blanchiment d'argent, sécurité financière, Réglementation financière.

AFRICAN SCIENTIFIC JOURNAL
MANAGEMENT AND ECONOMIC DEVELOPMENT

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Numéro 25, Août 2024

Abstract

The rapid rise of digital technologies over the past two decades has radically changed the global economic landscape, leading to new financial instruments and digitized ecosystems. Among these innovations, cryptocurrencies have established themselves as one of the most important advances, allowing financial transactions without intermediaries through decentralized blockchain networks. However, the pseudo-anonymous and decentralized nature of cryptocurrencies has raised serious concerns about their potential use in illicit activities such as money laundering, terrorist financing and other financial crimes. In response to these threats, the Financial Action Task Force (FATF) introduced "Travel Rules" in 2019, a regulatory framework requiring providers of virtual asset services (VASPs) to collect and share specific information about the sender and recipient of cryptocurrency transactions above a certain threshold. This article is based on a mixed methodology combining quantitative and qualitative analyses from a sample of 20 professionals in the financial sector. The study assesses perception and knowledge of *Travel Rules* through questionnaires and semi-structured interviews. The sample includes cryptocurrency experts, financial regulators and technology developers to gain a diverse view of *Travel Rules* issues. The results show that while *Travel Rules* are perceived as an effective tool to reduce illicit activities, their implementation still faces major technical and regulatory challenges. The article offers practical recommendations to overcome these obstacles and improve the overall adoption of *Travel Rules* while respecting the principles of decentralization of cryptocurrencies.

Keywords: Travel Rules, cryptocurrencies, money laundering, financial security, financial regulation.

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Numéro 25, Août 2024

Introduction

L'essor fulgurant des technologies numériques au cours des deux dernières décennies a transformé de manière irréversible le paysage économique mondial, facilitant la création de nouveaux instruments financiers et l'émergence d'écosystèmes entièrement numérisés. Parmi ces innovations, les cryptomonnaies se sont imposées comme l'une des avancées les plus disruptives, permettant des transactions financières sans intermédiaire, basées sur des réseaux décentralisés de type blockchain (De Filippi & Wright, 2018). Bitcoin, la première cryptomonnaie introduite en 2009 par une entité pseudonyme connue sous le nom de Satoshi Nakamoto, a donné naissance à un secteur en pleine expansion, caractérisé par une multitude d'actifs numériques, dont l'*Ethereum*, le *Ripple*, et plus récemment des *stablecoins* tels que le *Tether* et l'*USD Coin* (Nakamoto, 2008; Rotma, 2014; Vedie, 2019 ; Zohar, 2015).

Cependant, en dépit des avantages notables des cryptomonnaies, notamment la réduction des coûts de transaction, l'amélioration de la rapidité des transferts internationaux, et l'inclusion financière des populations non bancarisées, leur nature pseudo-anonyme et décentralisée a également suscité des préoccupations considérables quant à leur utilisation potentielle pour faciliter des activités illicites telles que le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Ces préoccupations ont été soulignées par plusieurs études, qui estiment que les transactions en cryptomonnaies représentent une part non négligeable du flux financier mondial associé à ces activités criminelles (Auer, Cornelli, & Frost, 2022; Auer, Cornelli, & Frost, 2021; Connat, 2015 ; FATF, 2019).

Face à ces enjeux, le Groupe d'Action Financière (GAFI), une organisation intergouvernementale créée en 1989 pour lutter contre le blanchiment d'argent, a introduit en 2019 des recommandations spécifiques pour le secteur des cryptomonnaies, connues sous le nom de "*Travel Rules*". Ces règles imposent aux fournisseurs de services d'actifs virtuels (VASPs) de collecter et de partager des informations détaillées sur l'expéditeur et le destinataire des transactions financières en cryptomonnaies lorsqu'elles dépassent un certain seuil. L'objectif des *Travel Rules* est d'améliorer la transparence des transactions et de permettre aux autorités de suivre et d'enquêter sur les flux financiers suspects, en accord avec les principes de lutte contre le blanchiment d'argent (AML) et le financement du terrorisme (CFT) (FATF, 2019).

Néanmoins, la mise en œuvre des *Travel Rules* a révélé un certain nombre de défis complexes, tant sur le plan technique que réglementaire. Sur le plan technique, l'architecture décentralisée

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Numéro 25, Août 2024

des blockchains publiques, qui sous-tend la plupart des cryptomonnaies, complique la collecte et la transmission des informations requises par les *Travel Rules*. De plus, les solutions techniques actuelles, telles que les protocoles d'identité numérique décentralisée, sont encore en cours de développement et d'adoption, laissant un vide entre les exigences réglementaires et les capacités opérationnelles des VASPs (**Blandin, Cloots, Hussain, Rauchs & Saleuddin, 2020;** Houben & Snyers, 2018).

Sur le plan réglementaire, les différences entre les juridictions en termes d'adoption et d'application des *Travel Rules* constituent un autre obstacle majeur. Alors que certaines juridictions, notamment l'Union européenne et les États-Unis, ont adopté des réglementations strictes alignées sur les recommandations du GAFI (European Union, 2018), d'autres régions, en particulier celles ayant des systèmes financiers moins développés, n'ont pas encore mis en place de cadres réglementaires adéquats pour superviser les VASPs. Cette hétérogénéité réglementaire crée des failles exploitables par les criminels pour déplacer leurs activités vers des juridictions moins strictes, contournant ainsi les efforts mondiaux pour renforcer la sécurité des transactions en cryptomonnaies (Groupe d'Action Financière, 2018).

Malgré ces défis, il est largement reconnu que les *Travel Rules* représentent un pas important vers la légitimation des cryptomonnaies dans le système financier mondial. En effet, une mise en œuvre efficace de ces règles pourrait non seulement réduire les risques d'activités illicites, mais aussi renforcer la confiance des investisseurs institutionnels et des consommateurs dans l'utilisation des cryptomonnaies. Cependant, pour que les *Travel Rules* atteignent leur plein potentiel, il est nécessaire d'améliorer la coopération internationale et de développer des solutions technologiques robustes capables de concilier les exigences de transparence avec la protection des droits à la vie privée des utilisateurs (FATF, 2019).

Cet article vise à explorer l'efficacité des *Travel Rules* dans le contexte des cryptomonnaies, en évaluant leur impact sur la réduction des activités illicites, tout en analysant les défis techniques et réglementaires associés à leur mise en œuvre. À travers une étude empirique menée auprès de professionnels du secteur et une analyse des cas d'application, cet article apporte une contribution substantielle à la littérature existante sur la régulation des cryptomonnaies et propose des pistes pour surmonter les obstacles à l'adoption globale des *Travel Rules*.

Notre article est structuré comme suit : La section suivante est dédié à une définition détaillée du contexte théorique approfondi des "Travel Rules", suivi par une évaluation empirique qui analyse la perception et la connaissance de ces règles parmi les professionnels du secteur

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Numéro 25, Août 2024

financier. Cette section sera suivie par une discussion sur les implications des résultats, avec des recommandatios et des propositions de solutions pratiques pour améliorer l'adoption globale des Travel Rules, tout en soulignant les défis techniques et réglementaires à surmonter.Enfin, la conclusion récapitulera les principaux résultats de l'article et soulignera l'importance des Travel ruls comme étant une base solide pour la régulation des cryptomonnaies et la lutte contre le blanchiment.

1. Contexte théorique

Les *Travel Rules*, ou "Recommandation 16" du Groupe d'Action Financière (GAFI), ont été initialement introduites pour s'aligner sur les exigences réglementaires du secteur financier traditionnel, appliquées aux nouvelles technologies financières, en particulier aux cryptomonnaies. La motivation principale derrière ces règles est de renforcer la transparence des transactions en cryptomonnaies, afin de prévenir et de combattre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (FATF, 2019).

Les *Travel Rules* exigent que les entités financières, notamment les plateformes d'échange de cryptomonnaies et les fournisseurs de portefeuilles numériques, collectent, stockent et transmettent des informations spécifiques sur l'origine et la destination des transactions. Cela inclut des détails tels que le nom, l'adresse, le numéro de compte, et d'autres informations d'identification des parties impliquées dans une transaction. Ces informations doivent être accessibles aux autorités compétentes en cas de suspicion d'activité illicite. Ainsi, les objectifs principaux des *Travel Rules* sont :

- Prévention du Blanchiment d'Argent (AML) : En rendant les transactions traçables, les *Travel Rules* visent à empêcher les criminels d'utiliser les cryptomonnaies pour blanchir des fonds provenant d'activités illégales (Auer, Cornelli, & Frost, 2021).
- Lutte contre le Financement du Terrorisme (CFT) : De la même manière, les *Travel Rules* aident à détecter et à prévenir le financement d'activités terroristes à travers l'utilisation des cryptomonnaies (European Union, 2018).
- Renforcement de la Confiance : En assurant un niveau de transparence et de conformité réglementaire similaire à celui des institutions financières traditionnelles, les *Travel Rules* cherchent à renforcer la confiance du public et des régulateurs dans l'écosystème des cryptomonnaies (FATF, 2019).

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Numéro 25, Août 2024

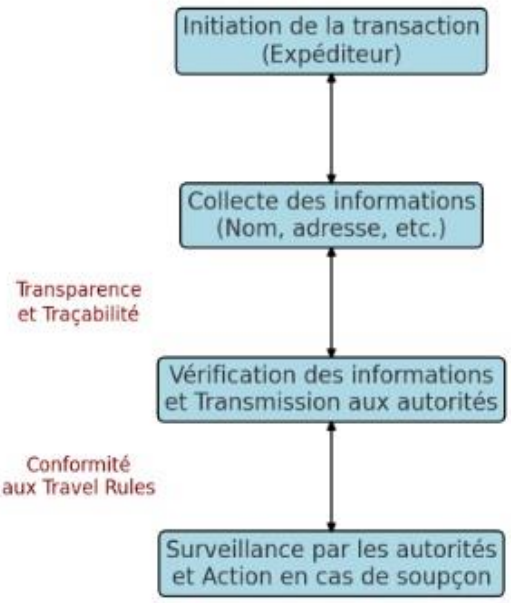
Pour mettre en œuvre les *Travel Rules*, les entités financières doivent adapter leurs systèmes de traitement des transactions pour inclure la collecte et la transmission des données nécessaires. Les principales étapes du mécanisme de fonctionnement des *Travel Rules* incluent:

- Collecte de l'Information : Lors de l'initiation d'une transaction, l'entité financière doit collecter des informations sur l'expéditeur et le destinataire. Cette collecte d'information se fait généralement via des processus de KYC (Know Your Customer), qui permettent de vérifier l'identité des utilisateurs avant qu'ils puissent effectuer des transactions (Houben & Snyers, 2018).
- Transmission et Vérification des Données : Une fois l'information collectée, elle est transmise à l'entité réceptrice de la transaction. Cette entité doit vérifier l'exactitude des informations reçues avant de procéder à l'exécution de la transaction. Si des anomalies sont détectées, l'entité doit signaler l'incident aux autorités de régulation compétentes (European Union, 2018).
- Stockage et Accès aux Données : Les données collectées doivent être stockées de manière sécurisée, conformément aux réglementations en vigueur sur la protection des données. Ces informations doivent être disponibles pour inspection par les autorités en cas de besoin.

Le diagramme ci-dessus illustre le flux d'informations exigé par les *Travel Rules*, depuis la collecte des données sur l'expéditeur et le destinataire, jusqu'à leur transmission aux autorités compétentes. Chaque étape est conçue pour garantir une chaîne de traçabilité, renforçant ainsi la capacité des régulateurs à surveiller et à intervenir en cas de soupçons d'activités illicites (Auer, Cornelli, & Frost, 2021).

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Numéro 25, Août 2024

Figure N°2 : Schéma de Fonctionnement des *Travel Rules*



Source : Elaboré par nos soins.

Malgré l'importance indéniable des *Travel Rules* pour la régulation des cryptomonnaies, leur mise en œuvre présente plusieurs défis majeurs. La nature décentralisée et souvent anonyme des cryptomonnaies constitue un premier obstacle significatif (Antonopoulos, 2014).

En effet, les transactions sur des blockchains publiques, telles que Bitcoin ou Ethereum, ne nécessitent pas l'utilisation d'identités centralisées, rendant ainsi la tâche des régulateurs particulièrement complexe. Les utilisateurs peuvent également créer plusieurs adresses anonymes sans fournir d'informations personnelles, ce qui complique davantage la traçabilité des transactions.

La résistance des utilisateurs à l'application des *Travel Rules* constitue un autre défi. Nombre d'entre eux privilégient les cryptomonnaies précisément pour leurs caractéristiques de confidentialité. L'exigence de partage d'informations personnelles, perçue comme une atteinte à la vie privée, suscite une opposition considérable, soulevant ainsi des préoccupations quant à la protection des droits des utilisateurs, notamment en matière de confidentialité et de liberté individuelle. L'interopérabilité et la complexité technique ajoutent une couche supplémentaire de difficulté. La mise en œuvre des *Travel Rules* exige une coopération efficace entre les différentes entités financières et plateformes d'échange, impliquant un partage transparent des informations. Cependant, l'absence de normes techniques unifiées et les divergences

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Numéro 25, Août 2024

réglementaires entre juridictions entravent cette coopération, rendant la création d'un cadre standardisé pour l'échange d'informations particulièrement ardue.

De plus, la nature transfrontalière des transactions en cryptomonnaies complique la coordination entre les régulateurs de différents pays. Les disparités entre les cadres réglementaires nationaux posent des défis supplémentaires à la mise en œuvre des *Travel Rules* à l'échelle mondiale. Par exemple, une transaction effectuée entre une plateforme située dans un pays à régulation stricte et une autre dans un pays à régulation plus laxiste peut échapper à une surveillance rigoureuse.

Enfin, les coûts associés à la mise en œuvre des *Travel Rules* pèsent lourdement sur les entreprises opérant dans l'écosystème des cryptomonnaies. Ces coûts comprennent la mise à jour des systèmes de gestion des données, la formation du personnel, et la conformité aux exigences réglementaires en constante évolution. Pour les petites entreprises et les startups, ces dépenses peuvent constituer une barrière significative à leur entrée sur le marché.

2. Évaluation empirique de la connaissance et de l'opinion sur les *Travel Rules*

2.1. Méthodologie Développée

L'étude a été conçue pour fournir une compréhension approfondie de la perception et de la connaissance des *Travel Rules* parmi les professionnels du secteur financier. Pour cela, une méthodologie mixte a été adoptée, combinant à la fois des approches quantitatives et qualitatives.

L'approche méthodologique adoptée dans cet article s'inscrit dans un positionnement épistémologique pragmatique, orienté vers la compréhension des phénomènes observés à travers une combinaison équilibrée de méthodes quantitatives et qualitatives. Cette posture découle de la volonté d'explorer à la fois les perceptions subjectives des acteurs du secteur financier et les réalités objectives des défis techniques et réglementaires entourant la mise en œuvre des *Travel Rules* dans l'écosystème des cryptomonnaies. Le choix d'une méthodologie mixte, fondée sur une enquête empirique, s'explique par la nécessité d'obtenir une vision globale de la problématique. L'échantillon de 20 professionnels du secteur financier, incluant des experts en cryptomonnaies, des régulateurs et des développeurs de solutions technologiques, a été soigneusement sélectionné afin de garantir une représentativité à la fois sectorielle et fonctionnelle. Cette diversité permet d'analyser la question sous plusieurs angles complémentaires, tout en mettant en exergue les divergences de perception entre les différents acteurs.

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Numéro 25, Août 2024

Le mode de raisonnement adopté est inductif, reposant sur l'analyse des données recueillies pour générer des insights nouveaux sur l'adoption des *Travel Rules.* À travers l'étude des réponses collectées, l'article cherche à établir des liens causaux entre les perceptions des professionnels et les obstacles rencontrés dans la mise en œuvre des régulations. Par ce biais, l'analyse permet d'explorer des solutions concrètes et pragmatiques, basées sur des données empiriques, pour améliorer l'efficacité des *Travel Rules* tout en préservant les principes fondamentaux de décentralisation qui sous-tendent les cryptomonnaies. Cette démarche méthodologique, rigoureusement articulée, vise ainsi à concilier l'innovation technologique avec les impératifs de sécurité et de conformité, tout en contribuant de manière significative à la littérature académique sur la régulation des actifs numériques.

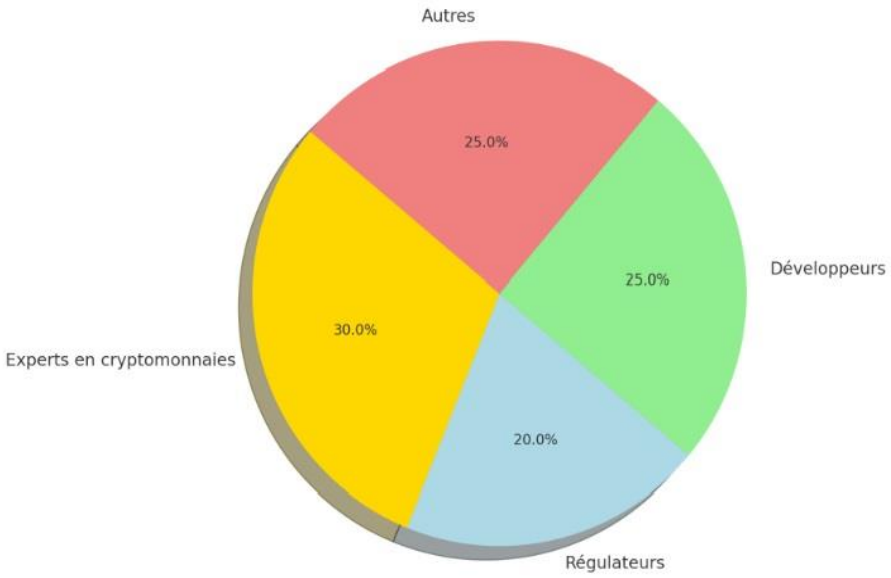
En outre un questionnaire a été soigneusement élaboré pour évaluer à la fois la perception générale des cryptomonnaies et la connaissance spécifique des *Travel Rules*. Il était structuré en plusieurs sections, chacune abordant un aspect clé des sujets d'étude. Les questions quantitatives incluaient des *échelles de Likert* pour mesurer l'accord ou le désaccord avec diverses affirmations.

Le questionnaire a été distribué en ligne, garantissant une flexibilité pour les participants tout en maximisant le taux de réponse. Une plateforme sécurisée a été utilisée pour assurer la confidentialité des réponses, un facteur important étant donné la sensibilité des informations traitées. La collecte des données s'est déroulée sur une période de trois semaines, permettant ainsi une participation suffisante tout en minimisant les biais temporels.

Les données recueillies ont été analysées en deux étapes distinctes. D'abord, une analyse statistique descriptive a été réalisée pour quantifier les réponses aux questions fermées. Cette analyse a permis de déterminer la répartition des réponses et d'identifier les tendances générales au sein de l'échantillon. Un test du chi-carré a été également effectué pour les variables catégorielles, pour évaluer la signification des résultats observés.

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Numéro 25, Août 2024

Figure N°2 : Répartition des participants selon leur profession



Source : Résultats de notre enquête

La diversité des professions représentées dans l'échantillon souligne la nature multidisciplinaire des enjeux liés aux cryptomonnaies. Les experts en cryptomonnaies et les développeurs, étant les plus représentés, indiquent une forte présence de connaissances techniques, tandis que les régulateurs apportent une perspective sur les défis législatifs et de conformité.

2.2. Résultats de l'étude empirique

2.2.1 Utilisation ou Investissement dans les Cryptomonnaies

Parmi les 20 participants, 12 (60%) ont déclaré avoir déjà utilisé ou investi dans les cryptomonnaies, tandis que 8 (40%) ne l'ont jamais fait. Ce résultat montre une familiarité notable avec les cryptomonnaies parmi les participants, ce qui reflète l'adoption croissante de ces technologies dans le secteur financier. Toutefois, une proportion significative de 40% n'a pas encore d'expérience directe avec les cryptomonnaies, ce qui pourrait indiquer des réticences ou un manque de besoin perçu dans leur contexte professionnel.

2.2.2 Perception des Cryptomonnaies

Les perceptions des cryptomonnaies sont variées: 15 participants les considèrent comme innovantes, 12 les trouvent risquées, 5 les jugent sécurisées, 14 pensent qu'elles sont utiles pour les transactions internationales, 9 estiment qu'elles sont susceptibles d'être utilisées pour des activités illicites, et 1 personne a donné une autre réponse. Les cryptomonnaies sont largement perçues comme innovantes et utiles pour les transactions internationales, ce qui souligne leur

potentiel disruptif dans le système financier mondial. Cependant, les préoccupations liées à leur risque et leur utilisation potentielle à des fins illicites sont également prononcées. Seuls 5 participants considèrent les cryptomonnaies comme sécurisées, ce qui révèle une méfiance significative à l'égard de la sécurité de ces actifs.

Figure N°3 : Perception des cryptomonnaies selon les participants à l'enquête

Source : Résultats de notre enquête

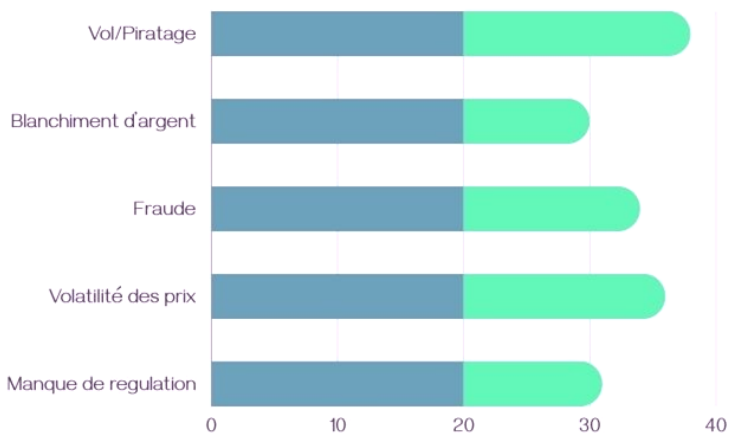
2.2.3 Principaux Risques Associés aux Cryptomonnaies

Les risques identifiés sont nombreux : vol/piratage (18 réponses), volatilité des prix (16), fraude (14), blanchiment d'argent (10), et manque de régulation (11).

D'après ces résultats, le vol/piratage est perçu comme le risque le plus élevé, ce qui met en lumière les préoccupations concernant la sécurité des plateformes et portefeuilles de cryptomonnaies. La volatilité des prix est également un problème majeur, soulignant l'incertitude qui entoure ces actifs. Le manque de régulation est une autre source d'inquiétude, reflétant une demande potentielle pour des cadres réglementaires plus stricts pour atténuer ces risques.

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Numéro 25, Août 2024

Figure N°4: Principaux risques associés aux cryptomonnaies identifiés par les répondants



Source : Résultats de notre enquête

2.2.4 Connaissance des régulations et des *Travel Rules*

D'après notre enquête, seulement 7 participants (35%) avaient entendu parler des *Travel Rules* avant le questionnaire, tandis que 13 (65%) ne les connaissaient pas.

Ce faible niveau de connaissance indique un besoin de sensibilisation accrue aux régulations spécifiques aux cryptomonnaies. Les *Travel Rules*, bien qu'importantes pour la régulation du secteur, ne sont pas encore suffisamment connues parmi les professionnels, ce qui pourrait limiter leur efficacité si elles ne sont pas mieux comprises et appliquées.

2.2.5 Avantages d'une Réglementation Stricte des Transactions en Cryptomonnaies

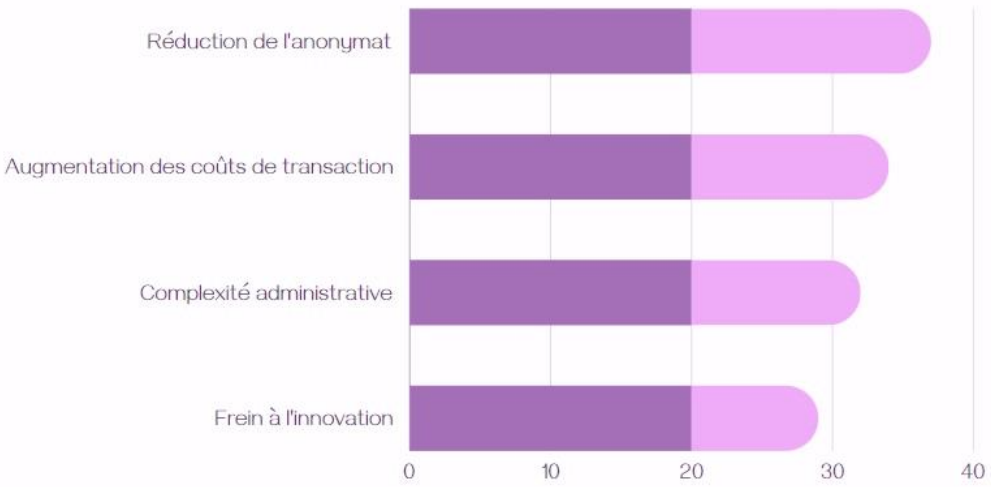
Les principaux avantages perçus sont la réduction des activités illicites (18 réponses), la protection des investisseurs (16), la stabilité du marché (14), et l'augmentation de la confiance publique (15). Nous pouvons déduire qu'une majorité des participants voit la réglementation stricte comme bénéfique pour réduire les activités illicites et protéger les investisseurs, ce qui suggère un consensus sur la nécessité de réguler ce marché pour le rendre plus sûr et plus stable. L'augmentation de la confiance publique est également un avantage clé, indiquant que les régulations pourraient jouer un rôle crucial dans l'acceptation générale des cryptomonnaies.

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Numéro 25, Août 2024

2.2.6 Inconvénients d'une Réglementation Stricte des Transactions en Cryptomonnaies

Les inconvénients identifiés sont la réduction de l'anonymat (17 réponses), l'augmentation des coûts de transaction (14), la complexité administrative (12), et le frein à l'innovation (9). En effet, la réduction de l'anonymat est la principale préoccupation, ce qui montre que l'une des valeurs fondamentales des cryptomonnaies (l'anonymat) pourrait être compromise par une réglementation stricte. L'augmentation des coûts et la complexité administrative sont également des obstacles importants, qui pourraient dissuader certains utilisateurs et entreprises d'adopter les cryptomonnaies.

Figure N°5 : Inconvénients perçus d'une réglementation stricte des transactions en cryptomonnaies



Source : Résultats de notre enquête

2.2.7 Opinion sur l'efficacité des *Travel Rules*

Une majorité de 16 participants (80%) pensent que les *Travel Rules* pourraient aider à réduire les activités illicites, 3 (15%) sont en désaccord tandis qu'un répondant (5%) est neutre. Nous concluons qu'il existe un large consensus sur l'efficacité potentielle des *Travel Rules* pour lutter contre les activités illicites dans le secteur des cryptomonnaies. Cette perception positive pourrait encourager une adoption plus large et un soutien accru pour la mise en œuvre de ces règles, malgré les défis techniques et opérationnels.

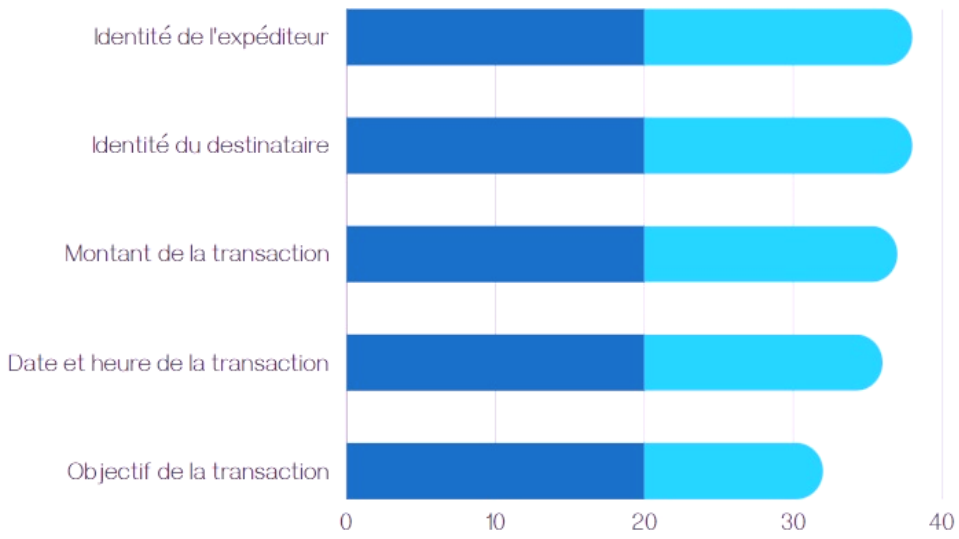
African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Numéro 25, Août 2024

2.2.8 Informations obligatoires pour accompagner chaque transaction de Cryptomonnaies

Les participants estiment que l'identité de l'expéditeur (18 réponses), l'identité du destinataire (18), le montant de la transaction (17), la date et l'heure de la transaction (16), et l'objectif de la transaction (12) devraient être obligatoires.

Ces réponses montrent une forte préférence pour une transparence accrue dans les transactions de cryptomonnaies, avec des informations clés telles que l'identité des parties impliquées et les détails des transactions. Cette transparence pourrait renforcer la traçabilité et la régulation des transactions, ce qui est essentiel pour prévenir les activités illicites.

Figure N°6: Types d'informations jugées essentielles pour la régulation des transactions en cryptomonnaies



Source : Résultats de notre enquête

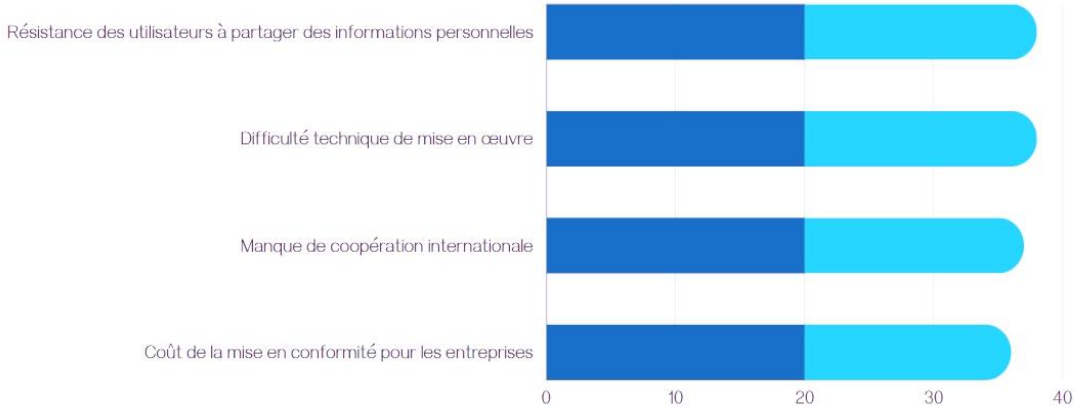
2.2.9 Principaux Obstacles à la Mise en Œuvre des *Travel Rules*

Les principaux obstacles identifiés sont la résistance des utilisateurs à partager des informations personnelles (15 réponses), la difficulté technique de mise en œuvre (13), le manque de coopération internationale (14), et le coût de la mise en conformité pour les entreprises (11). A partir de ces résultats, nous pouvons déduire que la résistance des utilisateurs est le principal obstacle, reflétant une tension entre la nécessité de régulation et le désir d'anonymat des utilisateurs. Les défis techniques et le manque de coopération internationale sont également des

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Numéro 25, Août 2024

barrières significatives, soulignant la complexité d'une mise en œuvre globale et harmonisée des *Travel Rules*.

Figure N°7: Principaux obstacles à la mise en œuvre des *Travel Rules* selon les répondants



Source : Résultats de notre enquête

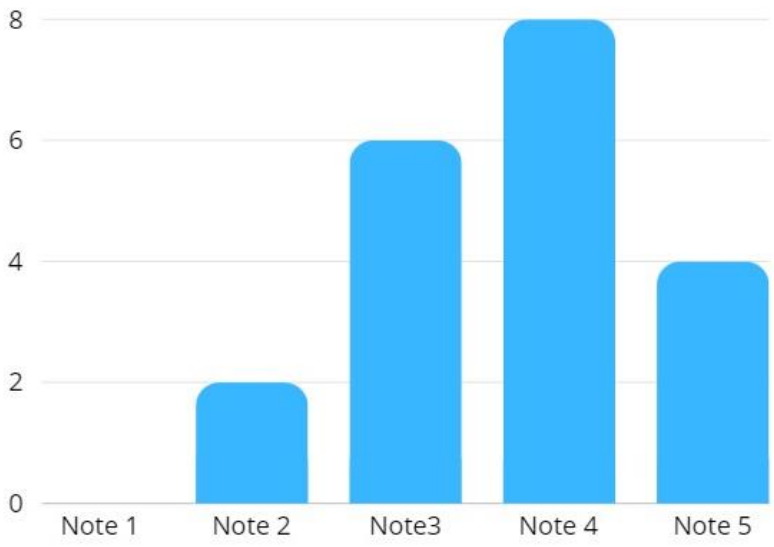
2.2.10 Évaluation de l'Efficacité Potentielle des *Travel Rules*

Les participants ont attribué une note de 4 à 8 d'entre eux, une note de 3 à 6, et une note de 5 à 4, tandis que 2 participants ont donné une note de 2.

En effet, l'évaluation moyenne montre une confiance modérée à élevée dans l'efficacité des Travel Rules, avec une majorité des participants leur attribuant une note supérieure à la moyenne (4 ou 5). Cette évaluation positive, malgré les obstacles perçus, indique que les professionnels du secteur voient les *Travel Rules* comme un outil potentiellement puissant pour lutter contre le blanchiment d'argent, mais reconnaissent également la nécessité d'améliorations pour maximiser leur efficacité.

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Numéro 25, Août 2024

Figure N°8: Évaluation de l'efficacité potentielle des *Travel Rules*



Source : Résultats de notre enquête

À l'issue de ces résultats, il apparaît que bien que les cryptomonnaies soient largement perçues comme des innovations majeures offrant des avantages substantiels pour les transactions internationales, elles suscitent également des préoccupations importantes en matière de sécurité et de régulation. L'expérience des professionnels du secteur financier avec les cryptomonnaies est variée, et bien que la majorité en ait une perception positive, des risques notables tels que le vol, la volatilité des prix, et l'utilisation illicite demeurent des sources de préoccupation majeures. En ce qui concerne la régulation, il existe un consensus sur l'utilité d'une réglementation stricte pour renforcer la sécurité et la confiance dans les cryptomonnaies, même si cela risque de compromettre certains des principes fondamentaux de ces technologies, notamment l'anonymat. Les *Travel Rules*, bien que peu connues, sont perçues comme un outil potentiellement efficace pour lutter contre les activités illicites, à condition que les défis techniques, la coopération internationale, et la résistance des utilisateurs puissent être surmontés. Ainsi, la mise en œuvre de régulations comme les *Travel Rules* pourrait représenter un pas important vers une adoption plus large et plus sûre des cryptomonnaies, mais elle nécessite une approche équilibrée qui prenne en compte les risques, les avantages, et les préoccupations des différents acteurs du secteur.

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Numéro 25, Août 2024

3. Recommandations

Pour maximiser l'efficacité des *Travel Rules* dans la lutte contre les activités illicites liées aux cryptomonnaies, il est essentiel de surmonter les obstacles identifiés en mettant en œuvre des solutions ciblées. Un premier axe d'amélioration réside dans le renforcement de la coopération internationale. A cet effet, nous jugeons qu'il est nécessaire de travailler en étroite collaboration avec des organismes internationaux tels que le Groupe d'action financière (GAFI) pour harmoniser les régulations entre les pays. Cette harmonisation permettra de réduire les disparités réglementaires et facilitera une coopération transfrontalière plus fluide et efficace. De plus, la signature d'accords multilatéraux entre les nations doit être encouragée afin de promouvoir le partage d'informations et la collaboration dans l'application des *Travel Rules*. L'établissement de plateformes sécurisées pour l'échange d'informations entre les autorités de régulation et les entités concernées est également primordial, tout en garantissant le respect des lois sur la protection des données.

Un autre aspect essentiel est la réduction des coûts de mise en conformité, particulièrement pour les petites et moyennes entreprises (PME). Offrir des subventions et des incitations fiscales peut grandement aider ces entreprises à supporter les coûts associés à la conformité aux *Travel Rules.* En parallèle, le développement et la diffusion d'outils de conformité standardisés, abordables et accessibles aux petites entreprises sont indispensables pour faciliter l'adoption généralisée des régulations. Les partenariats public-privé jouent également un rôle crucial dans cette démarche, en permettant le développement et la distribution de solutions de mise en conformité à moindre coût, adaptées aux besoins spécifiques des PME.

La sensibilisation et l'éducation des utilisateurs et des entreprises constituent un autre pilier fondamental. Il est important de lancer des campagnes de sensibilisation à grande échelle pour informer le public sur les *Travel Rules* et souligner leur importance dans la prévention des activités illicites. En complément, la mise en place de programmes de formation dédiés aux entreprises et aux professionnels du secteur financier permettra de les familiariser avec les *Travel Rules* et les meilleures pratiques de conformité. La création et la diffusion de matériel pédagogique, incluant des guides, des webinaires et des vidéos explicatives, sont également cruciales pour aider les parties prenantes à comprendre et à appliquer efficacement *les Travel Rules*.

Enfin, l'amélioration de la technologie de suivi des transactions en cryptomonnaies est un élément clé pour renforcer l'efficacité des *Travel Rules*. L'adoption de technologies avancées,

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Numéro 25, Août 2024

telles que la blockchain, permettrait d'améliorer la traçabilité des transactions tout en préservant l'anonymat des utilisateurs. De plus, le développement de solutions de conformité intégrées, facilement adoptables par les entreprises de cryptomonnaies, offrirait la possibilité d'automatiser la collecte et le partage des informations requises par les *Travel Rules*. Investir dans la recherche et le développement de nouvelles technologies pourrait également améliorer la précision et l'efficacité du suivi des transactions, contribuant ainsi à une meilleure régulation du secteur des cryptomonnaies.

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Numéro 25, Août 2024

4. Conclusion

L'analyse approfondie de l'efficacité des *Travel Rules* dans la régulation des transactions en cryptomonnaies met en lumière un équilibre délicat entre la nécessité de renforcer la sécurité financière globale et le respect des principes de décentralisation qui sous-tendent ces technologies innovantes. À travers cette étude, plusieurs constats se sont imposés, soulignant tant les succès que les défis persistants liés à l'application de ce cadre réglementaire.

Tout d'abord, les *Travel Rules* représentent un pas significatif vers la légitimation des cryptomonnaies dans le système financier mondial, en augmentant la transparence et en facilitant la détection des activités illicites telles que le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. La mise en œuvre de ces règles a permis de combler certaines lacunes en matière de réglementation, en imposant aux prestataires de services sur actifs virtuels (VASPs) des obligations de collecte et de partage d'informations sur les parties prenantes des transactions. Cette transparence accrue a renforcé la capacité des autorités de régulation à surveiller et à intervenir en cas de transactions suspectes, contribuant ainsi à la sécurisation de l'écosystème des cryptomonnaies.

Cependant, la mise en œuvre des *Travel Rules* n'est pas exempte de défis. L'architecture décentralisée des blockchains et la résistance des utilisateurs à la collecte d'informations personnelles soulèvent des obstacles techniques et éthiques significatifs. L'interopérabilité des systèmes de données reste un point critique, nécessitant des innovations technologiques pour assurer une conformité efficace sans compromettre la protection des données des utilisateurs. De plus, les disparités réglementaires entre les juridictions freinent l'adoption globale de ces règles, créant des failles exploitables pour contourner les régulations strictes. Ces défis indiquent que, bien que les *Travel Rules* constituent une base solide pour la régulation des cryptomonnaies, leur pleine efficacité dépendra d'une coopération internationale renforcée et de l'émergence de solutions technologiques robustes.

Enfin, cette étude ouvre la voie à plusieurs pistes de réflexion pour améliorer l'adoption et l'efficacité des *Travel Rules.* Il est impératif d'encourager une harmonisation réglementaire à l'échelle mondiale, tout en continuant à développer des technologies qui permettent une conformité sans sacrifier les principes fondamentaux de la décentralisation et de la vie privée des utilisateurs. Les recommandations formulées dans cet article visent à offrir un cadre pour une régulation plus efficace, capable de soutenir l'innovation technologique tout en garantissant la sécurité financière. La poursuite de recherches dans ce domaine est essentielle pour ajuster

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Numéro 25, Août 2024

et affiner les stratégies de régulation à mesure que les cryptomonnaies continuent d'évoluer et de s'intégrer dans l'économie mondiale.

BIBLIOGRAPHIE

Antonopoulos, A. M. (2014). *Mastering Bitcoin: unlocking digital cryptocurrencies.* "O'Reilly Media, Inc.".

Auer, R., Cornelli, G., Frost, J., & Gambacorta, L. (2022).*Central Bank Digital Currencies: Motives, Economic Implications, and the Research Frontier*. Annual Review of Economics, 14(1).

Auer, R., Cornelli, G., & Frost, J. (2021). *Regulating cryptocurrencies: Assessing market reactions* (BIS Working Papers No. 951). Bank for International Settlements.

Blandin, A., Cloots, A. S., Hussain, H., Rauchs, M., & Saleuddin, R. (2020). *3rd Global Cryptoasset Benchmarking Study*. University of Cambridge, Cambridge Centre for Alternative Finance.

Connat, A. (2015). *Les enjeux juridiques liés à l'usage de la cryptomonnaie, Bitcoin, une opportunité d'affaire pour les entrepreneurs québécois.*

De Filippi, P., & Wright, A. (2018). *Blockchain and the law: The rule of code*. Harvard University Press.

European Union. (2018). *Directive (EU) 2018/843 of the European Parliament and of the Council of 30 May 2018 amending Directive (EU) 2015/849 on the prevention of the use of the financial system for the purposes of money laundering or terrorist financing, and amending Directives 2009/138/EC and 2013/36/EU*. *Official Journal of the European Union, L 178,* 95–186. Retrieved from https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX%3A32018L0843

FATF. (2019). *Guidance for a risk-based approach to virtual assets and virtual asset service providers*. Financial Action Task Force. Retrieved from https://www.fatf-gafi.org/media/fatf/documents/recommendations/RBA-VA-VASPs.pdf

Groupe d'Action Financière (GAFI). (2018, juillet). *Rapport aux ministres des finances du G-20 et aux gouverneurs de la Banque centrale*.

Groupe d'Action Financière (GAFI). (2019). *Guidance for a risk-based approach to virtual assets and virtual asset service providers*. GAFI.

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Numéro 25, Août 2024

Houben, R., & Snyers, A. (2018). *Cryptocurrencies and blockchain: Legal context and implications for financial crime, money laundering, and tax evasion*. European Parliament, Policy Department for Economic, Scientific and Quality of Life Policies.

Nakamoto, S. (2008). *Bitcoin: A peer-to-peer electronic cash system*. Retrieved from https://bitcoin.org/bitcoin.pdf

Rotma, S. (2014, janvier). *Bitcoin contre monnaie électronique* (Note QCGAP).

Vedie, H.-L. (2019). *Les crypto-monnaies, unités de compte cryptées ou monnaie cryptée : le cas du Bitcoin et de la Libra*.

Zohar, A. (2015). Bitcoin: Under the hood. *Communications of the ACM, 58*(9), 104–113.

5. Liste des abréviations :

6. GAFI : Groupe d'Action Financière
7. VASPs : Virtual Asset Service Providers
8. AML : Anti-Money Laundering
9. CFT : Counter Financing of Terrorism
10. KYC : Know Your Customer